

## Conférences JECO 2022

**Mardi 15 novembre 2022**

### Sujet numéro 1 : Partage Capital/travail

#### Sujet d'actualité : Polémique sur les supers profits, grèves...

##### Constat :

**Premier avis** : Evolution sur le patrimoine et revenu (études qui montrent que le niveau de patrimoine augmente plus vite que le niveau des revenus)

Les revenus, la France est un cas particulier d'inégalité de revenus avant redistribution (avant les politiques de transfert) et après redistribution. Ce n'est pas une situation favorable, car on doit financer un grand écart dans l'inégalité de revenus, donc on met en place une fiscalité très forte (surtout pour les entreprises) plus élevée en France que dans les autres pays d'Europe et c'est un problème de compétitivité cout des entreprises françaises par rapport aux entreprises européennes.

Une situation d'inégalité primaire de revenu plus basse serait souhaitée (moins de pression fiscale sur les entreprises et cela permettrait de corriger un défaut du modèle social qui est le taux d'emploi faible => très corrélé avec le niveau de revenu faible.

Le taux d'emploi est de 8 points inférieur à l'Allemagne et 10 points inférieur aux pays du nord de l'Europe. Baisser la politique redistributive et la pression sur les entreprises.

Inégalités de revenu avant la politique de répartition très élevé et faible après.

La transition énergétique, aujourd'hui les 20% des personnes avec les revenus les plus bas dépensaient 20% de leurs revenus dans l'énergie. Maintenant hausse du prix de l'énergie (énergie renouvelable, il faut stocker ces énergies + la guerre en Ukraine) cela va avoir pour effet de multiplier par 2/2,5 le prix de l'énergie (50 euros le méga watt heure et maintenant 120-130 euros actuellement). Si on ne met pas de politiques redistributives les 20% des plus bas revenus vont devoir dépenser 50% de leurs revenus en énergie et cela n'est pas pensable.

Nécessité forte de mettre en place des politiques ultra redistributives, cela va provoquer un changement complet des politiques distributives présentes aujourd'hui.

On a, à gagner à faire augmenter le taux d'emploi en France, cela nous créera une véritable difficulté pour la compétitivité de la France. Il faut utiliser le point de redistribution sur le taux d'emploi.

**Deuxième avis** : la transition implique de s'interroger sur la répartition des richesses de notre pays. Pour réussir cette transition il va falloir des bras (beaucoup) il va falloir participer à ce changement profond du changement de nos économies.

Le niveau des inégalités primaires en France est moins une anomalie comparée à l'Allemagne ou autre... quand on enlève les retraites.

Réflexion autour d'un capitalisme de rente, au sein de la question du profit il y a des profits liés à l'innovation et la rente (un pouvoir de marché). Exemple : il y a des grèves des laboratoires d'analyses médicales. Illustre bien l'économie de rente (secteur d'activité libéral à la base avec un grand pôle puissant d'acteurs capitalistes ou d'entrepreneurs qui ont fait fortunes) ou à des acteurs en situation oligopolistique et tire des consommateurs des rentes, sur le système de santé socialisé des français.

Il y a peu de chaînes donc on ne peut pas faire jouer la concurrence (monopsonie) on ne rémunère pas suffisamment le travail. C'est une grève du patronat, ils veulent influencer la décision publique en leur faveur. Ce n'est pas une grève des salariés.

Il y a des dysfonctionnements profonds qui influent sur nos inégalités primaires.

**Troisième avis :** (Oxam, crée en 1942 pour lutter contre la pauvreté) Accumulation des richesses au profit des ultra riches. Cela se traduit très fortement dans le patrimoine. Au-delà de l'économie de la rente il y a aussi les « gagnants de la loterie du sperme » c'est-à-dire que cela est hérité. Absorption des richesses par la détention de patrimoine immobilier.

60% des logements à Lyon appartiennent à quelques propriétaires (qui possèdent plusieurs biens en location) liés à des résultats financiers de court terme.

Pour éviter l'envol des inégalités il faudrait diminuer l'écart avec la redistribution des revenus. Il y a une différence plus importante dans les 10% les plus riches eux-mêmes qu'entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres.

**Quatrième avis :** La France qui redistribue énormément pour limiter les inégalités primaires (fonctionne de moins en moins bien) si on retire la question des retraites et de l'assurance chômage, les inégalités en France ne sont pas plus hautes qu'en Europe ou dans les pays de l'OCDE.

Les inégalités primaires, de marché sont bien plus fortes aux Etats-Unis qu'en France.

La question du taux d'emploi, en France on a un problème sur l'emploi des seniors et des jeunes. Pourquoi allonger la durée du travail quand on n'arrive pas à faire travailler les seniors. Comment peut-on garder les seniors dans le travail ? Plutôt que de vouloir faire travailler les autres plus longtemps.

Sur la question des inégalités de patrimoine, la France est un pays où on voit des inégalités de plus en plus fortes. Dans un contexte où la masse des patrimoines a considérablement augmenté. On possédait en France collectivement 3 années de PIB en 1987 et maintenant 7 années de PIB, cela pourrait être intéressant si tout le monde en avait profité mais ce n'est pas le cas. Proposition de l'actionnariat salarié (parce qu'en France on a beaucoup d'impôts), depuis 2018 on a fait des réformes pour baisser l'imposition de capital ça n'a pas particulièrement permis d'accélérer l'innovation ou d'augmenter les salaires ou les embauches. L'arme fiscale est nécessaire mais pas suffisante pour les inégalités de patrimoine, il faut via la fiscalité et le système éducatif (meilleur outil de la puissance publique pour limiter les inégalités primaires => mais il faut investir là-dedans) autre proposition : augmentation de la représentation des salariés dans les organes de représentation des entreprises ça peut impacter la façon dont on redistribue le capital.

**Cinquième avis (d'entrepreneur) :** 51 milliards de dividendes attendus en 2022 c'est 21 milliards redistribués aux salariés. La redistribution des dividendes pour le travail. Aujourd'hui les taux de rentabilité attendus sont de 12-13%.

Ces inégalités sont un problème moral et de fonctionnement économique, on demande aux entrepreneurs de pratiquer une politique de RSE, on doit se responsabiliser en termes de distribution du capital.

Ces inégalités posent problèmes entre les entreprises (entre PME-TPE que dans les GE). Pour recruter, motiver et fidéliser ses collaborateurs cela passe également par la rémunération. Il est plus facile d'offrir des rémunérations intéressantes dans les GE que dans les TPE PME.

Les prélèvements complémentaires (ISF) collectaient 3- 4 milliards prélevé, ça a détruit les entreprises moyennes on a détruit la valeur travail et capital actuellement.

Taxer le patrimoine,

**Revient au premier avis** : Le taux d'emploi s'il était plus haut permettrait de supprimer les impôts de production ou les impôts intermédiaires. Cette faiblesse à 3 origines (les retraités, des salariés en âge normal plus élevé qu'en Allemagne, et les jeunes) on aurait une amélioration considérable si le taux d'emploi s'améliorait. Donc il faudrait améliorer notre système d'éducation et de formation.

Beaucoup d'économistes pensent que monter la fiscalité de l'héritage est une façon de faire de la redistribution efficace. Mais il y a un problème : c'est une philosophie très impopulaire. La France manque d'ETI.

**Revient au deuxième avis** : le vrai sujet est la taxation des supers héritages (on ne parle pas du piano de mamie). Ce n'est pas pour tous les héritages. Le débat ce centre sur les héritages de plusieurs millions d'euros. La question sur ISF (travail d'Oxfam avec Greenpeace) sur l'ISF écologique.

La question de la redistribution est très liée avec la transition écologique. C'est également une volonté politique, il y a l'outil de la fiscalité avec l'outil des services publics parce que la redistribution se fait directement mais également indirectement avec les services publics.

**Revient au troisième avis** :

Débat sur l'héritage, c'est un obstacle démocratique, on est dans une société de propriétaires (majoritairement). Le succès et l'accumulation est mis en avant dans nos sociétés. Se pose la question de l'accumulation du patrimoine de leur vivant (tout n'est pas question d'héritage). On a eu une politique insuffisante de création de logements sociaux....

La question des ETI n'a pas de rapport avec les héritages et le patrimoine. La bifurcation écologique va créer de nouvelles entreprises (c'est mieux de ne pas avoir d'entreprises coincées avec une mentalité ancienne).

**Revient au cinquième avis** : l'ETI n'est pas un problème si on regarde l'Italie, on a détruit 7000 ETI en France alors qu'elles façonnent l'économie. ISF a été la responsabilité de la dislocation des ETI françaises également par manque de cohérence capitaliste.

L'impact sur l'économie l'intéressement et la participation représente 21 milliards. On peut redistribuer davantage notamment dans les GE, mais il faut que cela puisse toucher toutes les entreprises. La prime Macron est l'illustration de mieux répartir la richesse. Le plus juste est la participation. On peut étendre la participation aux entreprises de moins de 50 salariés. Il devrait y avoir une super participation. Aujourd'hui il faut aller plus loin et contraindre les entreprises à augmenter la participation (ce qui est déjà le cas depuis les accords de 1967). Il faut maintenir se dispositif (il n'est pas certains qu'il faut en créer de nouveau, mais il faut l'étendre).

**Revient au quatrième avis** : actuellement on est dans un système de néo propriétaireisme. Le service public est le capital/patrimoine de ceux qui n'en ont pas. On est dans des sociétés où la moitié de la population possède moins de 5% du capital. Le poids de la propriété privée reprend un poids considérable.

Il faudrait que l'état français impose dans les grandes entreprises une partie plus importante des salariés pour les décisions des CA (mieux représenté par les salariés). Davantage de représentation salariale cela va raviver les problèmes de syndicat.

Le Japon a testé des taux de taxation élevés sur le patrimoine et il y a beaucoup d'entreprises familiales. Il va y avoir une émergence de nouveaux secteurs, il faut définir des secteurs soumis au profits et d'autres non.

**Avis Oxfam** : Privilégier la redistribution des dividendes au détriment des salariés et de la redistribution. Si la pression de distribution de dividende était plus faible cela permettrait de financer les investissements pour la transition énergétique de beaucoup d'entreprises. Il y a trop de logique courttermiste.

### **Questions :**

#### *Le rôle des syndicats dans la répartition de la VA est-il important ?*

L'effondrement du poids syndical est corrélé avec la redistribution inégalitaire de la VA. On reproduit les inégalités de patrimoine car ce sont majoritairement des cadres qui sont actionnaires. En France il faut retrouver un rapport de force, avec les syndicats et également un respect du droit. Il y a toute sorte de stratégie pour éviter des représentations des salariés en entreprise. Problème d'information dans le monde du travail (beaucoup de franchisés) qui pensent être en concurrence alors que cela appartient à une même famille.

#### *Aujourd'hui 58% des Français sont propriétaires est ce que ce n'est pas une bonne chose ?*

Il n'y a pas de réponse stricte à cette question. Être propriétaire en remboursant sa propriété n'est pas la même chose que quand on hérite d'un logement.

On a une situation actuelle d'augmentation de la valeur de l'immobilier de façon très importante. Le poids du budget dans le logement augmente de façon significative (50% pour les 10% les plus pauvres) il y a un vrai sujet de contention des loyers.

Toutes augmentations de dépenses nécessaires devient un vrai problème avec cela.

#### *Est-ce que ce débat prouve que la théorie du ruissellement ne fonctionne pas ?*

Très bonne question, on ne sait pas si cette théorie du ruissellement fonctionne car on ne peut pas anticiper les innovations dans les sociétés. Cette stratégie tenter de légitimer des politiques fiscales (d'allègement). En pratique ce n'est pas ce que l'on observe. Il y a des personnes qui quittent le pays pour éviter les taxes mais aux EU il y a des taxes pour ces personnes.

Le ruissellement n'a jamais été une théorie économique mais politique (mis en avant par les républicains américains au milieu des années 70).

## **Sujet numéro 2 : Comment construire l'Europe sociale ?**

**Constats** : Mutation profonde de nos sociétés, beaucoup de nos concitoyens sont touchés dans la société. Adaptation au changement climatique et la lutte pour freiner ces changements climatiques ainsi que la lutte contre les perturbations politiques crise Ukrainienne. Ralentissement de certains territoires au niveau de la production.

**Fabien Bel** : Présentation de diagnostic sur l'Europe sociale, celle qui sont en cours et celles qui vont être lancées (avec les tensions géopolitiques + la guerre en Ukraine).

La France est un bon endroit pour parler d'Europe sociale car c'est elle qui a inventé le concept. Action de la commission dans le domaine : il est important de savoir d'où l'on vient, détailler ce que l'on a fait/ essaye de faire et en conclusion spéculer sur la ou l'on va.

### *D'où l'on vient ?*

On reproche souvent à l'Europe d'être doctrinaire et inflexible. Pourtant au cours des 15-20 dernières années, il y a eu un virage fondamental qui contredit l'idée que l'Europe a du mal à changer de cours quand cela est nécessaire. Avant la crise de 2010, parler d'Europe sociale n'était pas d'actualité, on ne voyait pas le problème. Dans les ajustements et les politiques d'assistance (en Grèce, en Irlande...), la commission de (?) Il faut que ce soient des politiques qui assurent un triple A social. On a introduit des flexibilités massives dans les règles budgétaires puis on a introduit l'idée d'un socle social (avec le socle européen des droits sociaux) principe commun en matière d'Europe sociale. Commission (?) passer au pro actif pour décliner ces différents objectifs. Il y a eu la crise du covid (2 impacts : le fait de rendre évident la dépense publique sociale surtout dans la santé et la deuxième chose ça nous a fait découvrir la puissance de l'outils numérique avec le télétravail...) Déclenchement de la guerre en Ukraine qui vient accroître les signaux sur les prix, transition verte et numérique.

### Les grosses politiques : Commission (?)

- Le salaire minimum européen (en vigueur, que les états vont devoir transposés + les conditions qui vont avec) c'est un signal politique fort.
- Directives sur les travailleurs des plateformes (vide juridique actuel, on s'assure par ce texte d'avoir une uniformité juridique qui tire vers le haut, il introduit une présomption de salariat)
- Deux autres domaines dans lequel on agit également (recommandations)
  - o Sur les comptes individuels de formation
  - o Justice de la transition énergétique...
- L'argent (initiatives soutenues par des moyens financiers) les fonds sont de plus en plus importants.
- L'outils (?) pour financer du chômage partiel.

### Les défis à venir :

Deux types d'évolution qui se combinent et qui compliquent la lecture du champ.

- Court terme macroéconomique : ralentissement avéré avec une augmentation du chômage à venir.
- Caché derrière il y a la poursuite de mouvement de restructuration fondamental : transition verte et numérique (aggravé par le contexte actuel). Outil principal c'est l'agenda des compétences, politique de soutien des compétences, on pense que c'est la clef après la crise pour avoir une économie qui reparte rapidement.

**Diagnostic de Maria Rodrigues** : L'Europe sociale est un ensemble d'acteurs mais également des économistes.

Au début la préoccupation centrale était de faire en sorte que le marché commun encadre la mobilité des travailleurs, puis dans le marché unique. Puis la monnaie unique, pacte de solidarité et de croissance. On s'est posé la question de coordonner des politiques de l'emploi, pour être sûr que les efforts de convergences budgétaires soient globaux.

L'Europe a compris qu'il fallait se doter de politiques économiques communes mais également sociales pour combattre la pauvreté l'éducation (accords du Luxembourg) mais ces politiques étaient trop faibles à l'époque.

Maintenant il y a eu les séquences de crises financières, Covid et énergétiques.

La crise financière, demandait aux états membres de faire de la dévaluation salariale. La crise Covid, on a bâti des instruments pour soutenir la demande (et un peu l'offre) qui a pu éviter le pire pendant la pandémie. Maintenant on est équipé avec des instruments plus forts du point de vue économique, financier et social. Mais même s'ils sont plus forts ils ne sont pas assez forts pour faire face à cette crise énergétique (socle des droits sociaux) tous citoyens européens peut importe dans quoi il travaille, ou il vit est protégé par ce socle.

On a une boîte à outils plus forte au niveau capacité budgétaire et des droits sociaux. Mais on est confronté à une crise que l'on n'attendait pas qui a des implications majeures du côté macroéconomique (tensions inflationnistes et sur les coûts de vie). Il faut essayer de contrôler l'inflation et le pouvoir d'achat des classes moyennes.

Idée forte souveraineté européenne dotée d'outils encore plus forts, on va vers un monde multi polaire, il faut qu'on se positionne pour protéger son modèle social et le rendre soutenable. Pour le moment une grande partie des mesures de politiques sociales qui est encore à l'unanimité, qu'est-ce qu'on pourrait avoir si on passait à une procédure à la majorité qualifiée ? Est-ce que c'est important ou est-ce qu'on n'est pas prêt ?

### **Troisième intervenant : Dr. Francesco Corti :**

L'Europe sociale est un peu vague, qu'est-ce qu'elle peut faire ?

Le soutien systématique en cas de choc (le chômage) et guider les politiques sociales de l'emploi. On doit éviter que les états membres se fassent de la concurrence (dumping social) au niveau de l'emploi.

On doit penser d'où l'on vient, d'austérité pendant de longues années. Cela change depuis 2017 avec ce socle des droits sociaux.

Avant il n'y avait aucuns investissements sociaux. Si on regarde les investissements dans l'éducation avant la pandémie ils étaient proche de zéro.

La tendance des investissements dans les soins et la santé, avant la pandémie beaucoup de pays ont coupé ces investissements.

Le changement le plus important dans les pays européens c'est la résilience et la reprise, relancer sur la base de l'investissement public comme moteur de croissance. L'emploi mais un emploi de qualité.

Il y a l'instrument sur l'investissement public focus sur le côté social, est-ce que les états vont utiliser cet argent pour des projets sociaux supplémentaires ? Pas tous. Parce qu'ils n'ont pas eu le temps de préparer ces projets ou parce qu'ils l'ont déjà financé avant que l'Europe donne des financements.

C'est très compliqué de faire des projets nouveaux en moins de 6 mois et il y a aussi une décennie de sous-investissement. C'est difficile de faire changer les habitudes aussi rapidement.

L'union européenne aide plus avec des investissements sociaux c'est un constat positif.

L'argent est fongible du coup les pays l'utilisent comme ils le souhaitent. Le défi c'est l'implémentation avec plus d'investissements sociaux (dans l'éducation par exemple) le problème est

qu'on a des investissements pour la construction mais pas forcément pour les salaires des personnes qui doivent travailler dans ses structures.

**Mercredi 16 novembre 2022**

### Sujet numéro 3 : Sanctionner l'économie d'un pays : Une solution ?

Sujet d'actualité avec la guerre en Ukraine. Sont-elles efficaces ? Peut-on les contourner ?

**Premier intervenant** : Réflexions liminaires : après la première guerre mondiale les sanctions sont apparues comme un substitut à l'action militaire.

Ça a été repris par l'ONU, la guerre froide et dans les années 90 montée des sanctions.

Dans les années 2000 => idée de sanction plus ciblées (SMART). Emergence de la question de l'efficacité.

Les sanctions économiques « sont des mesures coercitives, imposées par un pays ou un groupe de pays, son gouvernement ou des entités individuelles visant à induire [...]

Décennies des sanctions à partir des années 90.

Les objectifs qu'on se fixe (l'évaluation reste complexe) BARBER 1979

- Objectifs primaires
- Objectifs secondaires
- Objectifs tertiaires (promotion de certaines valeurs)

L'efficacité est débattue

- Ecole pessimiste Johan Galtung
- Ecole optimiste Hufbauer, Schott et Elliot (récolté une base de données pour répertorier les sanctions existantes, ils ont conclu que 34% des sanctions prises ont remplies leurs objectifs.
- 3<sup>ème</sup> voie : 30% à l'heure actuelle

Effet contreproductif des sanctions, c'est-à-dire sur le pays sanctionné quelle est la légitimité du régime, l'aggravation de la situation des population civile (exemple : l'Iran pénurie de médicaments, hyper inflation) création d'une économie parallèle.

Il y a également les contre sanctions et l'effet d'aubaine pour les pays qui ne pratiquent pas de sanctions, dans ce contexte de mondialisation ce qui ne vous bénéficie pas à vous bénéficie aux autres pays.

Sanction « idéale » : Gomez et Carcanague (pertinence, efficacité, efficience. Elle maximise le cout payer par le pays sanctionné tout en minimisant les couts engendrés aux autres pays.

Comparer l'indice de dépendance énergétique de la Russie et la dépendance de l'UE à la Russie pour l'énergie.

**Deuxième intervenant** : Sanctions bancaires et financières : le gel des avoirs : une sanction dite « SMART »

De la sanction globale à la sanction « ciblée » (smart bomb) pour éviter de toucher la population et d'avoir trop d'impacts négatifs sur la population.

## **I. Le fonctionnement du gel des avoirs**

Les avoirs de personnes ou d'entreprises vont être gelés temporairement, ces personnes n'ont plus le droit de voyager (en UE ou aux EU).

Actuellement 1239 personnes sont sur cette liste en Europe et 116 entreprises ça correspond à 17 milliards d'euros gelés.

Mise en place de ces mesures ? C'est toute personne physique ou morale (exemple les banques) les avoirs sont des fonds financiers, bateaux, immobilier crypto monnaie...

Très en lien avec la lutte du blanchiment d'argent.

## **II. Intérêts et limites du gel des avoirs**

L'objectif :

- Dissuader (éviter l'agression d'un pays envers un autre pays)
- Renforcer l'opposition au régime (parfois cela ne fonctionne pas, on va cibler les personnes proches du pouvoir ou qui ont participé à l'agression de l'économie du pays, ex : Ukraine et la Russie)
- Impact économique sur l'économie adverse

Les limites

- Le cout de ses sanctions qui va avoir un impact sur les entreprises occidentales (pertes d'opportunités économique).
  - o Cela va générer de nouvelles obligations pour les entreprises, cela peut être couteux à mettre en place (suivi des clients, traitement des alertes...)
  - o Risques juridiques pour les entreprises (référence : amende de la BNP pour non-respect d'un embargo contre le Soudan, Cuba)
- Le contournement
  - o Déplacer des avoirs d'un pays à l'autre qui n'appliquent pas ce gel des avoirs (Voler de/vers Moscou via Dubaï)
  - o Développer un nouveau système d'information sur les transactions financières (SWIFT) développement du système de communication
- Bien public, passager clandestin, problème de coordination des états « 90% | des avoirs russes générés sont réalisés par seulement six états membres » Didier Reynders.

## **III. Pistes pour renforcer l'efficacité du gel des avoirs**

Solutions :

- Quand il y a gel on rend le bien, une piste évoquée c'est la confiscation saisie définitive vs. Gel (temporaire)
- Elargir le nombre de personnes listées aux oligarques russes (20 000 individus ayant un patrimoine supérieur à 10 millions d'euros selon T.Piketty).
- Lanceur d'alerte pour saisir plus facilement des avoirs il faut un dispositif d'alerte plus simple et couteux également. Aux EU il y a un système qui rémunère ces lanceurs d'alerte pour renforcer ce système.



**Troisième intervenant** : Système énergétique qui pose un problème avec la guerre en Russie :

Plusieurs propositions :

- La Russie n'est pas l'Iran. Le leader mondial dans les énergies fossiles. Ce type de question ne s'est jamais posée pendant la guerre froide (gaz de schiste) il n'y a jamais eu de pénurie.
- Compte tenu de la taille de la Russie, et des conséquences sur l'Europe. La Russie est le premier exportateur de charbon et produit pétrolier à 25%. Le problème est celui de l'efficacité relative des sanctions par rapport à ce que l'on subit.
  - ⇒ Conséquences déjà observables chez Duralex (le verre) arrêt des fours parce que l'énergie est trop coûteuse.
- Pour l'instant il n'y a pas de sanction (ce dont on parle ce ne sont pas vraiment des sanctions). Les produits pétroliers il n'y a pas de conséquences encore, il va y avoir un rebond du prix du pétrole, notamment du diesel. Sur le gaz il n'y a pas de sanction mise en œuvre pour le moment.
- Débat pour savoir s'il est possible de mettre en œuvre des sanctions SMART pour l'énergie. Pour limiter l'effet retour pour l'Europe et l'économie mondiale sur l'embargo qu'il va y avoir en ce moment.

*Pourquoi on fait tout ça ? Et même ces embargos est ce que ce sont vraiment des sanctions ?*

Les conditions de cette confiance entre l'Europe et la Russie nous conduira à plus de diversifications dans nos importations.

Il n'y a pas d'effondrement de l'économie Russe à court terme, ni un effondrement des flux pétroliers et gaziers.

A moyen et long terme il y aura des différences, la capacité d'exportation de la Russie va passer de moins d'un baril vendu au lieu de deux actuellement. Il va y avoir des effets dramatiques sur l'économie Russe ?

**Quatrième intervenant** : Les sanctions individuelles pour l'instant n'ont pas un gros impact, cependant les sanctions sur les banques Russes au troisième jour de la guerre a provoqué une panique sur le marché financier.

La Russie va recevoir quelques centaines de millions d'euros par jour pour l'exportation de gaz.

Les sanctions commerciales, mais également technologiques pour que la Russie ne puisse pas produire des armes modernes (elle est obligée d'utiliser les chars soviétiques ou d'acheter des armes ailleurs ce qui aide la population ukrainienne).

L'augmentation du prix du pétrole et du gaz, le rouble est plus fort maintenant qu'avant la guerre. Ce n'est pas forcément une bonne chose pour la Russie. Chute du PIB de 6% pour la Russie.

L'estimation actuelle sur l'impact de la qualité de vie, moins 10% par an. La situation économique Russe va se détériorer à partir de janvier.

**Cinquième intervenante** : Conséquence sur les entreprises françaises. Le MEDEF soutient les entreprises ukrainiennes. Il n'y a plus de commerce avec la Russie. Ce qui signifie que les entreprises françaises qui avaient des filiales en Russie n'en ont plus aujourd'hui, ça a été difficile d'abandonner les collaborateurs dans ces pays-là. C'est très complexe.

Il a fallu trouver de nouveaux partenaires économiques pour changer les fournisseurs de Russie. Il y a eu des contournements de réglementation européenne. Une concurrence est arrivée en Russie pour

prendre les entreprises françaises. Il faut une concertation internationale au niveau des entreprises françaises pour soutenir l'Ukraine.

On a perdu des marchés et on a vu augmenter le prix de l'énergie de façon considérable (on ne sait pas quel sera le prix de l'énergie demain, difficile pour anticiper). L'arroseeur arrosé.

Il faut changer nos comportements d'achats, consommer français et d'un point de vue international l'Europe ne soit pas isolée dans ses décisions, avec les états unis. On fait confiance à de nouveaux partenaires économiques. Les entreprises ont joué le jeu mais elles sont sanctionnées aujourd'hui.

**Reprise Troisième intervenant** : Les européens nous sommes le meilleur débouché pour le pétrole et le gaz. Economiquement ce n'est pas une bonne affaire pour la Russie parce qu'elle se prive de son meilleur client (l'Europe). Si la Russie ne peut plus exporter son pétrole et que cela reste bloqué en Russie, il va y avoir une récession généralisée.

Il y a une idée de plafonnement du prix du pétrole pour la Russie (64 dollars le baril). C'est une idée pour priver la Russie de moyen financier.

Le risque c'est la double dépendance, avec la Turquie par exemple.

Cette guerre a permis au MEDEF d'accélérer la transition énergétique, il faut arrêter d'utiliser les énergies fossiles. On n'y est pas aujourd'hui.

Thomas Cheling (?) « la question pertinente est de savoir si mon adversaire doit acheter une balle alors que je risque d'anéantir son investissement avec un gilet par balle, il a gaspillé son argent si le gilet est bon marché, fait un bon investissement en achetant un bon gilet. Celui qui a acheté la balle m'a donc obligé à faire un achat mais il ne m'a pas tué. » [À compléter]

On est maintenant un vieux pays émergent, on n'est donc mal préparé pour survivre dans le monde actuel. Sur la question des dépendances, il y a celle avec les états unis si le régime politique change on n'est pas sûr qu'on aurait accès à autant de gaz que maintenant. Il faut arriver à devenir le plus indépendant possible.

#### Sujet numéro 4 : Peut-on sauver le climat par l'innovation ?

**Introduction** : la transition vers une neutralité carbone implique des changements de mode de vie, elle a été longtemps pensée dans un horizon à long terme.

Or aujourd'hui dans les retards de la baisse des gaz à effet de serre, il y a eu une accélération pour l'horizon 2030.

Elle modifie sensiblement l'impact économique de la transition. Quand on doit faire une grande transformation en si peu de temps, le risque que les transformations nécessaires soient plus difficiles, se fasse moins bien. Ces risques-là sont plus grands.

Il faut que l'énergie que l'on consomme soient moins carboné et d'un autre côté il faut consommer moins d'énergie (soit en étant plus efficace c'est-à-dire utiliser moins d'énergie pour faire les mêmes choses, soit en réduisant nos usages cad en se déplaçant moins, en chauffant moins...).

Il faut substituer du capital dans des énergies renouvelables, il faut changer nos comportement (sobriété) et réorienté le progrès technique vers l'innovation verte.

Quel rôle ce troisième mécanisme par rapport aux deux autres. Est-ce que l'innovation peut permettre de concilier baisse de la consommation et production ?

Le renoncement aux énergies fossiles ne peut se traduire que par moins de productivité (puisque ce sont les énergies fossiles qui ont amené les progrès techniques).

Comment voyez vous les effets de la neutralité Carbone sur la productivité ?

**Alain Grandjean** : L'innovation va-t-elle sauver le climat ? Réponse non. On a très peu de temps pour réduire l'EGAES (émission de gaz à effet de serre) et les investissements qui ont déjà eu lieu vont plus loin que 2030 (l'achat des avions par exemple).

La rénovation thermique des bâtiments, c'est accessible en niveau technique, il faut le déployer. Dans le domaine des déplacements c'est plus de mobilité douce, passage aux voitures électriques.... A court terme ce qui va nous permettre d'atteindre nos objectifs c'est le **photovoltaïque** (?).

Il faut faire attention, ce qui drive l'innovation ce n'est pas que ce sera vert ou que cela sauve la planète quand vous êtes chef d'entreprise vous n'êtes pas là pour sauver le monde, il va falloir quand même inciter fortement les dispositifs d'innovation parce que cela ne va pas aller dans le bon sens sinon. On parle ici d'innovation technologique.

Pour l'innovation sociale, nécessaire également, il faut dans la sobriété des efforts.

Les ressources énergétiques fossiles (pétrole ; charbon, gaz) si on a besoin d'énergie pour les équipements, il va y avoir la rareté des énergies bas carbone.

Les énergies renouvelables solaire, éolien... même si les ressources sont gratuites l'équipement pour le mettre en place est très coûteux. Il va falloir faire beaucoup d'efforts.

**Philippe Aghion** : Une solution mise en avant par certains c'est la décroissance. La croissance est responsable du réchauffement climatique, mais elle a également amélioré notre niveau/mode de vie.

La décroissance n'est pas forcément une solution.

La technologie est une base pour améliorer les choses. On peut faire beaucoup avec ce que l'on a déjà (nucléaire, transport...). A long terme il faut de l'innovation (le photovoltaïque, la fusion nucléaire...).

Le problème de l'innovation, n'est pas spontanément verte, il faut que l'état redirige, incite les entreprises vers une transition, changement technique d'énergie verte. Il faut que la population soit informée, l'état et la société civile joue un rôle pour diriger les entreprises vers les technologies vertes.

La transition vers les technologies vertes va faire baisser la croissance de la productivité à court terme mais on la sauve et on sauve la planète à long terme, on va vers une croissance verte.

Il y a également un débat sur le déficit public, l'innovation et le capital coûte cher et si on les retarde on sait que ça va être plus cher de le faire plus tard. Il faut que le traité de Maastricht soit repensé, la dette de 3 % aussi.

Pourquoi les entreprises ne sont pas incitées à innover dans le vert, même si c'est profitable dans le long terme ?

Parce que les entreprises vont innover dans les domaines qu'elles maîtrisent en premier. L'état a un rôle à jouer là-dedans pour inciter les entreprises à changer (quand on maîtrise quelque chose on

reste dans ce que l'on maîtrise). Il y a également la finance, l'innovation verte et plus risquée que l'innovation brune. Plus on attend plus le gap entre les technologies polluantes et les technologies vertes augmente et donc ce sera d'autant plus dur quand ce sera obligatoire.

**Geneviève FERONE Creuzet** : L'innovation ne peut pas sauver le climat. Retour en arrière dans sa carrière de juriste : le réchauffement climatique risque existentiel pour l'humanité, dans sa tête il était évident qu'on allait réussir à surmonter ce risque : puis les années ont passé et rien n'a été réellement fait.

Association de la QVT qui est lié à la consommation. On est dans une économie paresseuse. La ressource la plus rare aujourd'hui ce n'est pas la technologie ou le capital, la ressource la plus rare c'est le temps qui va nous manquer. Le climat est une bombe à retardement, les émissions pour 2050 sont déjà posées.

Il faut être créatif et novateur. La redirection du progrès technologique, vers quel type de croissance allons-nous, nous diriger ? Est-ce que c'est la croissance des communs (le climat, l'eau, l'éducation la santé, l'eau le logement) ? ou une autre innovation ?

Il y a d'autres innovations urgentes, la vision de la représentation de la valeur à remettre sur la table. Les conventions que l'on a faites ne sont pas des lois physiques, elles peuvent changer. Il faut que l'on puisse rendre compte différemment de la valeur créée, c'est un champ qualitatif et pas politique. Il faut revoir les règles de navigation financières et comptables.

La question repose également dans la régulation et la planification, il faut qu'il y ait un acteur qui incarne la régulation qui propose des changements profonds dans un objectif de long terme dans tous les compartiments de l'économie. Il faut que ce soit à l'échelle de l'Europe et même du monde.

Est-ce que l'on peut vraiment imaginer une croissance verte ? (Idée magique) on en est très loin. Il faut que ce soit un changement rapide opéré globalement (en Europe et dans le monde) et cela va sûrement passer par une évolution sur des dizaines d'années et cela passe par la sobriété.

**Pierre Henri GRENIER (banquier)** Face à ces défis quels sont les facteurs accélérateurs, les freins et comment les entreprises peuvent intégrer cette transition énergétique dans leurs stratégies ? Il y a des phénomènes qui accélèrent les actions en entreprise et qui sont récompensés, la transition énergétique est un accélérateur en entreprise actuellement.

Réforme des DPE, avec des décrets d'application lents. Puis la fin de 2021 et 2022 avec l'explosion des prix de l'énergie, il y a une remise en cause dramatique schumpetérienne globale. Il y a un jeu de la concurrence faussé. L'énergie est un élément essentiel de leur modèle économique et là c'est radical. On arrive à conjuguer environnemental et économique, c'est malheureux parce que c'est subi. Mais c'est un booster et cela crée de l'innovation.

Il y a une prise de conscience d'une vulnérabilité que l'on n'avait pas. Cette vulnérabilité et pour les entreprises dans une vision durable de long terme et donc elles doivent changer. Beaucoup de récupération d'énergie fatale. Il y a énormément d'investissements pour moins de gaspillage, innovation de comportement des entreprises.

Le marché de l'énergie est révolutionné, en cours d'évolution. On voit des dynamiques de territoire nouvelle avec des mises en relation des producteurs et utilisateurs locaux. On trouve un nouvel équilibre de marché qui est intéressant qui fait également partie de l'innovation c'est un nouveau modèle économique.

Il faut de la sobriété.

**Alain GRANDJEAN** : le progrès technique nous incite à produire et consommer toujours plus.

Grosse inquiétude sur le captage des énergies carbonées. Inquiétude sur le fait qu'on n'arrive pas à se passer de ces énergies carbonées.

Dans le domaine de l'agriculture, il y a deux visions de l'innovation technologique :

- Drone dans les champs pour les pesticides, mettre au point des OG...
- Il y a une autre vision de l'agriculture et de l'innovation c'est l'agro technologie. Il faut connaître les terrains, des savoirs ancestraux. Ce sont de vraies innovations même si elles ne ressemblent pas aux innovations technologiques classiques.

Aujourd'hui la croissance du PIB est corrélée avec la croissance de l'humanité, on peut imaginer un PIB croisse dans un monde différent, moins matériel avec moins de biens.

### **Questions :**

Jusqu'à quel point il faut délibéraliser nos économies ?

Il y a la BARDA pour les transitions économiques aux EU. Il faudrait créer une DARPA énergie européenne.

Les entreprises sont celles qui innovent mais on peu diriger le changement technique avec une vraie politique industrielle.

Comment tendre vers la sobriété sans tomber dans un état coercitif totalitaire ? comment financer la transition sans la croissance ?

La grosse inquiétude également c'est l'eau. L'eau n'a pas de prix aujourd'hui alors qu'elle va devenir une denrée rare.

Cela ne peut être que des politiques publiques. On a un gros problème d'assurabilité de notre pays dans les années à venir. Il va falloir changer les règles de répartition entre les acteurs privés et l'Etat. Il va falloir changer les règles du jeu.

On va avoir des pertes de capacités de capabilité.

Laisser la croissance au PIB comme priorité ça n'est pas une solution, il faut se sortir d'un « bordel » à venir du aux changements climatiques. La puissance publique va devoir agir. Il va falloir s'habituer collectivement à régler ces problèmes-là.

Il faut trouver d'autres façons que la valeur que l'on va créer (elle n'est pas pour la collectivisation). Cette limite planétaire est une source d'émancipation on va se désaliéner, il faut que l'on change radicalement notre façon de voir la richesse, la création de valeur et la répartition des richesses.

Qu'est ce qu'on entend vraiment par sobriété ?

La sobriété correspond à un débat politique sur notre façon de consommer. Le problème est que cela ne représente pas la même chose pour tout le monde. Mais au niveau planétaire c'est très compliqué.

On n'a pas fait mieux que la liberté de marché régulé. Elle peut être inclusive et verte. Comme dans les pays nordiques. Ce sont des économies très dépolluantes. Il peut y avoir différentes sortes de capitalismes (américain, européen, scandinave).

Mais les pays scandinaves ont une maturité bien au-dessus de la notre actuellement. Il va falloir créer une forme de régénération de capitalisme mais il faut que ça aille vite.

### Comment distinguer les innovations vertes des innovations brunes ?

On peut mesurer le vert, ce n'est pas que le carbone (il y a des tensions sur l'eau, les matières premières...). Ce qui est difficilement mesurable c'est l'effondrement de la biodiversité.

#### **Les conclusions :**

L'innovation est un bon mot, qu'il ne faut pas délaissier. L'innovation technologique est très bien en soit mais il y a plusieurs innovations technologiques certaines plus acceptables que d'autres. Il faut innover absolument mais avec un encadrement, assez vigoureux pour que ce soit efficace et en même temps souple et libre pour amener des idées. Il faut accepter que nos vies vont changer en terme de qualité et de liberté mais pas forcément en mal.

L'innovation est nécessaire, mais il faut qu'elle soit encadrée et c'est le rôle des pouvoirs publics, qui va vers une sauvegarde du climat, une volonté démocratique. Il faut que l'on décide de sauver le climat par l'innovation.

Sans innovation l'espérance de vie dans les pays en développement n'en serait pas là en ce moment. Sortir de la misère c'est l'innovation. C'est un champ des possibles mais il faut le guider et c'est le rôle de l'état pour qu'il soit compatible avec le développement durable.

Pour les politiques de la sobriété, la question n'est pas la même en fonction des pays. L'innovation en matière de politique publique est importante, il faut qu'on renouvelle la société civile les entreprises et l'état il faut réaménager les pôles, l'innovation majeure et très rapide doit être restructurante.

### **Jeudi 17 novembre 2022**

## **Sujet numéro 5 : Lutter contre la pauvreté au plus près**

Nicolas Duvou : présentation du sujet et des intervenants

**Axelle Broguié Delino : historienne** : Cadrage historique de la question.

Comment la pauvreté a été définie ?

Le regard qu'on porte sur les pauvres vient de l'histoire. Les émotions oscillent entre dureté et compassion.

Avant il y avait la religion, à partir du 14<sup>ème</sup> siècle : la peste noire 1349, les gens migrent donc ils véhiculent des microbes et déséquilibre le marché de l'emploi => donc ils vont faire la chasse aux migrants par la torture.

La ligne de clivage (double clivage) : il y a la localité (lieu d'habitation) et est ce que vous êtes capable de travailler vous devez vous mettre au travail si vous êtes invalides vous avez le droit à l'assistance.

Jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> : Le début de la 3<sup>ème</sup> république : sociologiquement on passe d'une société rurale à une société urbaine, la guerre, la grande dépression (le chômage n'est plus du tout choisi mais subi) et enfin on se rend compte que la répression ne règle rien et on va avoir une approche plus empathique (début des grandes lois d'assistance et d'assurance).

Les actifs sortent de la pauvreté au 20<sup>ème</sup> siècle par les règles de protection mais pas forcément les autres. Tout cela va entraîner des conséquences sur la conception de la pauvreté.

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle est pauvre ceux qui ne peuvent pas se nourrir ou se loger, pauvreté absolue. Quand on sort de la pauvreté au 20<sup>ème</sup> siècle on n'a peu de pauvreté absolue mais une pauvreté relative 50% du revenu moyen, puis du revenu médiant et maintenant 60% du revenu médiant.

Concurrence de la population à bas cout, désindustrialisation au milieu des années 70 qui crée beaucoup de chômage. Et la précarisation de l'emploi qui est paupérisante. Fin de la société salariale fordiste. Envolé des milliardaires actuellement. Donc il y a une transformation des visages de la pauvreté, cela touche les actifs, maintenant la pauvreté sont les famille monoparentales, les jeunes, travailleurs pauvres, chômeurs, personnes issues de l'immigration... Pour les non actifs il y a eu des règles qui les ont aidés à sortir de la pauvreté.

Il n'y a pas une façon de régler la pauvreté, des règles d'urgence, il y a les années 80 modèle palliatif et dans les années 90 curatif (CMU...).

La France garde sont modèle depuis les années 2000 mais se durcit avec la politique de l'assistanat lutte contre les fraudes aux aides. Lutter contre les pauvres ne sert à rien, il faut lutter contre la pauvreté pour l'égalité des chances, de création massive d'emploi, d'éducation...

La pauvreté concerne tout le monde. Il y a une dimension générale qui nous concerne tous, c'est une relation sociale.

**Thomas Lellouch : INSEE** : Focal statistique publique sur les questions de la pauvreté (elle se place en amont de la pauvreté). On parle de mesure au sens large, cela répond à plusieurs questions en même temps :

De quoi on parle ? Comment on peut le traduire en termes d'indicateurs ?

Le taux de pauvreté monétaire (vision relative de la pauvreté on évalue le niveau de vie des personnes qui gagnent moins de 60% du salaire médiant 1100 euros par mois). Il est facilement compréhensible et donc comparable. Ça ne dit rien sur les conditions de vie des personnes, et ça ne dit pas grand-chose sur l'intensité de la pauvreté.

La pauvreté en condition de vie, en définissant des privations que les personnes vivent (13 privatisations : pas chauffer son appartement, vêtements neufs, ne pas manger suffisamment de protéines, ne pas se payer 1 semaine de vacances...).

Il y a des limites, c'est imparfait car la pauvreté est multidimensionnelle.

Combien de personnes ? 9 millions de personnes. 1 personne sur 5 est soit pauvre avec le premier indicateur soit le deuxième (environ 20% de la population).

En cumulant les deux indicateurs, l'INSEE a essayé de voir les plus pauvres des pauvres. Il y a des personnes sans domicile (situation d'hébergement ou sans logement, à la rue). Pour faire ces études il faut aller dans les associations pour aller interroger les personnes sur ces lieux pour mieux décrire leur profil. On produit des données pour faire remonter au niveau quantitatif des catégories de personnes qui sont les plus pauvres aujourd'hui.

**Fabrice Murtin** : Economiste OCDE :

L'OCDE a défini le bien être par 11 dimensions (revenu, qualité de l'emploi, la santé, l'environnement, l'engagement civique...).

Pour la France il y en a 7 (l'espérance de vie calculé au niveau des villes, le taux d'éducation le diplôme obtenu, le revenu médian par unité de consommation, le taux de chômage comme indicateur pour l'emploi...).

L'approche multidimensionnelle permet d'aller au-delà de l'aspect monétaire.

Revenu médian sur une carte française. L'aire fonctionnelle parisienne est plus riche que la moyenne, la frontière allemande, bordeaux, Toulouse et d'autres sont des zones plus riches que les autres.

L'Espérance de vie n'est pas la même en France également, les zones à forte espérance de vie l'ouest parisien, Toulouse, Lyon et la frontière avec la Suisse. Dans le nord la plus faible espérance de vie s'explique par la pollution de l'air.

La carte du chômage, est très disparate.

La carte du bien être moyen qui englobe toutes les 7 dimensions : on obtient moins de contrastes que sur les autres cartes avec quand même les mêmes zones qui se démarquent (ouest parisien, bordeaux, Toulouse, Lyon...).

La pauvreté multidimensionnelle : on compte les 7 dimensions et ce sont les personnes qui sont dans les 20% les moins élevés. (Il y en a beaucoup dans le centre de la France et dans le nord et également dans les périphéries des grandes villes).

Il y a un certain nombre de départements où la pauvreté multidimensionnelle est concentrée l'Ardenne, réunion, Martinique, nord pas de calais, Paris seine saint Denis....

⇒ Papier bientôt publié sur le site de l'OCDE

**Antoine Dulin** : œuvre pour faire avancer la cause sur la pauvreté des jeunes : Vice-président des politiques de la jeunesse :

Il y a 238 critères d'âge pour définir ce qu'est ou pas un passage ; 16 ans début d'apprentissage, 17 ans service militaire....

La question de la jeunesse après la seconde guerre mondiale n'était pas une question de service public. Il y avait 3 âges (les enfants, le deuxième âge pour entrer dans le travail et le travail et le 3<sup>ème</sup> âge pour sécuriser les individus). Il y a une précarisation de l'emploi et une démocratisation des études supérieures et donc la jeunesse est devenue une variable d'ajustement du marché du travail.

Exemple dans les A70 on entrait dans le marché du travail à 20 ans, dans les A80 22-23 ans et actuellement 26-27 ans. Avec de l'intérim, des CDDs.... Tout cela allonge la période de la vie pour les enfants dans les A70 le premier enfant à 22-23 ans maintenant plutôt 29-30 ans.

1 jeune sur 5 est dans le seuil de pauvreté.

Une exclusion des jeunes de notre système de protection sociale, le plus flagrant dans les A80 chômage de masse, le gouvernement va créer des missions locales dédiées aux jeunes. Dans les A90 il y a le RMI mais ouvert qu'à partir de 25 ans. Donc avant les 25 ans soit les dispositifs d'insertion professionnelle soit la solidarité privée (familiale, les parents vont continuer à aider les enfants au sein de leur foyer, ça marche quand on a des situations de familles aisées), il y a aussi le quotient familial 20 ans et 25 ans en étude, pour des réductions d'impôts que pour les familles qui paient les



impôts sur le revenu. Donc il y a une explosion de cette pauvreté de la jeunesse, que l'on va voir dans les crises de 2008-2010 et la crise du Covid.

Cette situation existe toujours car on a toléré dans nos campus des distributions alimentaires pour les étudiants. Les jeunes NEETS qui rendent visible ceux qui sont sortis du système scolaire tôt et qui se retrouvent dans des difficultés d'entrée dans l'emploi.

Que fait aujourd'hui l'action publique ? On est un des derniers pays européens à ne pas avoir un système de revenu minimum à partir de 18 ans, équivalent au RSA. La garantie jeune depuis 2017, 480 euros pour un an avec un certain nombre de réussite. Mais un grand nombre d'échecs 50% des jeunes se sont retrouvés sans emploi, sans rien.

Il y a une aide directe en fonction des métropoles qui est mise en place, des aides pour les jeunes. Sans que ça se soit démocratisé mais c'est déjà ça. Il y a également des difficultés pour les étudiants qui ont des bourses à 7 échelons qui vont de 100 euros à 500 euros.

On peut se dire que les jeunes vont se poser la question quand ils vont entrer dans le monde du travail, pourquoi je paye pour les autres alors que quand j'étais dans des situations de précarité et de pauvreté très grave je n'ai rien eu ?

**Marie-Aleth Grard** : Présidente ATD quart monde :

On pense qu'on peut éradiquer la grande pauvreté.

9 millions 2 de personnes qui sont en dessous du seuil de pauvreté et parmi eux 2 millions qui sont en dessous du seuil de grande pauvreté.

La grande pauvreté c'est un cumul de précarité (problème dans le domaine de l'emploi, du logement, de l'éducation de la santé...). C'est ce cumul qui fait qu'on est dans une grande pauvreté, on n'y rentre pas comme ça et on ne s'en sort pas comme ça non plus.

Les conséquences :

- La destruction de la confiance, la stigmatisation, l'humiliation détruit petit à petit la personne. Ces personnes sont souvent montrées du doigt. (Pour obtenir le RSA il faut remplir une 10aine de feuilles A4 pour justifier sa situation, c'est un socle ou l'on déduit les aides logements, c'est une aide pour survivre, c'est très difficile de vivre avec le RSA).
- Le non-recours, les personnes ne vont pas aller vers les allocations qui leur sont proposées parce que c'est compliqué de les obtenir ou ne veulent pas raconter leur situation.

L'éducation est aussi importante il y a tous les ans 100 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans rien du tout.

Ils ont sorti un livre pour faire changer le système scolaire.

Questions :

On ne pourra pas éradiquer la pauvreté par construction statistique. Il y aura toujours des pauvres, la compassion s'use. Il faut trouver des solutions curatives, contre la grande pauvreté en termes d'accès au logement...

Qui reste dans la pauvreté ? Il y a beaucoup d'études sur ces questions de la persistance de la pauvreté. La très grande pauvreté, il y a une grande proportion des personnes qui ont été en foyer, qui sont dans la pauvreté depuis de nombreuses années.

Le meilleur instrument de lutte contre la pauvreté c'est l'éducation, les compétences, l'école. Or on se divise entre ceux qui obtiennent un diplôme de l'université, ceux qui obtiennent le bac et ceux qui n'obtiennent aucun diplôme qui ne sont pas du tout touchés de la même façon. Il y a également les problèmes de santé mentale.

Les enjeux de stigmatisation, il y a un combat politique pour jouer là-dessus. Il faut se mettre ou essayer de se mettre à la place de ces gens-là (qui sont au RSA). Non le RSA n'est pas désincitatif pour trouver de l'emploi, pareil pour les jeunes les aider ne favorise pas l'assistanat mais leur permet de ne pas penser à des questions plus graves.

Les politiques publiques doivent d'abord viser ceux qui vivent dans la grande pauvreté, sinon on va les oublier. N'oublier personne.